



Le Sri Lanka, étranglé par la Chine, peine à sortir de la crise économique

Par Armelle Bohineust

Publié le 20/09/2024 à 17:17



Des manifestants envahissent la maison du président du Sri Lanka, mis en fuite, à Colombo, le 9 juillet 2022.

Dinuka Liyanawatte / REUTERS

RÉCIT - Deux ans après les émeutes liées aux pénuries, le pays, endetté auprès de Pékin, élit son président.

Ils sont 39, tous des hommes, à candidater pour devenir président du Sri Lanka, un pays grand comme l'Irlande qui compte 22 millions d'habitants. Mais le jeu se jouera, lors de l'élection ce samedi 21 septembre, essentiellement entre quatre prétendants, dont le président sortant, Ranil Wickremesinghe.

Quel que soit le résultat, le vote est dominé par les enjeux économiques. « *Le scrutin servira de référendum sur les mesures d'austérité difficiles imposées au pays sur la voie de la reprise* », résume Chietigj Bajpae, de l'institut de réflexion britannique Chatham House. L'île s'est retrouvée en défaut de paiement en avril 2022. La dette publique, due en grande partie à des créanciers étrangers, s'élevait alors à plus de 83 milliards de dollars (74 milliards d'euros) pour un PIB de 74 milliards de dollars. Les réserves de change étaient épuisées. Le manque de devises étrangères, indispensables pour payer les factures d'importation de matières premières renchéries par l'invasion de l'Ukraine, a entraîné des pénuries sévères. Les carburants et des produits alimentaires ont manqué. Les coupures de courant se sont multipliées et l'inflation a atteint 70 %.

Une gestion calamiteuse

Et c'est sans compter la gestion des chefs d'État successifs qui avaient multiplié les réductions d'impôts, les coûteuses augmentations de subventions et les dépenses d'infrastructures alimentées par la dette. En avril 2021, Gotabaya Rajapaksa a carrément interdit les importations d'engrais et de pesticides afin de transformer le Sri Lanka en champion de l'agriculture bio. La mesure a fait fondre les récoltes et fait bondir la facture des importations de denrées alimentaires. Une situation catastrophique pour la population alors que celle-ci souffrait déjà de l'impact de la pandémie de Covid et des attaques terroristes de 2019, qui ont paralysé l'industrie touristique nationale (alors supérieure à 5 % du PIB).

Nommé après les mouvements de protestation, le chef de l'État par intérim Ranil Wickremesinghe a obtenu un plan de sauvetage de 2,9 milliards de dollars du FMI, le dix-septième dans l'histoire du petit voisin de l'Inde. Depuis, le Sri Lanka est sur la voie de la reprise, grâce à une inflation et des coûts d'emprunt plus faibles et à une roupie renforcée. Des réformes ont été mises en place pour maîtriser les dépenses publiques et augmenter les recettes fiscales. La croissance, qui devrait dépasser 5 % en 2024 après deux années de contraction, selon l'assureur-crédit Allianz Trade, est plus élevée que prévu. L'industrie touristique repart.

Le FMI a estimé en août que les réformes économiques mises en œuvre par les autorités « *ont continué de soutenir la reprise, avec une faible inflation (inférieure à 5 %), une augmentation des recettes et une accumulation de réserves extérieures* ». De quoi générer « *de meilleures conditions de vie pour l'ensemble de la population sri lankaise* », juge le Fonds monétaire international

Mais les défis restent énormes. Entre 2019 et 2023, la pauvreté a plus que doublé et un quart de la population est aujourd'hui fragilisé. « *L'économie n'est pas encore résiliente même si elle est sur une trajectoire adéquate* », résume Françoise Huang, chez Allianz Trade. « *La bonne nouvelle est que les négociations menées en juillet ont abouti et permis la continuation du programme du FMI* », ajoute l'économiste spécialiste de l'Asie.

Poids de la dette envers la Chine

Reste que la dette publique continue d'empoisonner l'économie du Sri Lanka. Elle provient notamment d'énormes projets d'infrastructures financés par de lourds emprunts auprès de la Chine. Pékin avait placé l'île sur la carte de ses « nouvelles routes de la soie ». Les prêts bilatéraux ont été difficilement renégociés car la Chine n'a accepté de discuter que très tard. Pékin, le plus important des créanciers bilatéraux, a plongé Colombo pour longtemps dans le « piège de la dette ». Championne des prêts opaques et des activités économiques dites prédatrices dans le cadre des développements d'infrastructures qu'elle finance, la Chine a, par exemple, obtenu un bail de 99 ans pour le projet de port de Hambantota en 2017. Colombo a dû consentir ce bail, faute de pouvoir rembourser sa dette sur cet investissement considéré de façon générale comme inutile.

Le Sri Lanka doit encore lutter contre la corruption et « *maintenir l'élan des réformes* », a pointé le FMI dans son rapport du mois d'août. Et les autorités cherchent à maintenir un équilibre délicat entre les deux géants asiatiques, l'Inde et la Chine. Tout en accueillant, si possible, d'autres investisseurs. L'an dernier, la Société américaine de financement du développement international (IDF), qui dépend de Washington, a ainsi annoncé un engagement d'un demi-milliard de dollars pour soutenir la création d'un

terminal à conteneurs en eau profonde dans le port de Colombo. Un projet qui vise à diluer l'influence économique de la Chine et à réaffirmer l'importance géostratégique du Sri Lanka le long des routes commerciales maritimes vitales de l'océan Indien.

La rédaction vous conseille

- **Les grands créanciers du Sri Lanka veulent une «équivalence de traitement» avec la Chine**
- **Le Sri Lanka redoute la famine et demande l'aide de l'ONU**
- **Le Sri Lanka ruiné se tourne vers le pétrole russe à prix cassés**

Sujets

Sri Lanka	élections	crise
-----------	-----------	-------

Sur le même thème

Au Sri Lanka, un marxiste pour négocier avec le FMI 🇱🇰

DÉCRYPTAGE - Élu président, le candidat de la gauche, Anura Kumara Dissanayake, veut aménager le plan d'austérité imposé avec l'aval du Fonds.